

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – ETAM

**ACCORD DU 15 JUILLET 2015
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2015
(PACA)**

NOR : ASET1550805M

IDCC : 2609

Entre :

La fédération régionale du bâtiment Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

L'UR CAPEB Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La fédération Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR BTP FO Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

L'UR CFE-CGC Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

L'URCB CFDT Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

L'UR BATIMAT-TP CFTC Provence-Alpes-Côte-d'Azur,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur applicable dans les conditions fixées à l'article 3.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est fixé comme suit.

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE
A	1 486,13
B	1 598,91
C	1 696,93
D	1 891,92
E	2 004,69
F	2 337,76
G	2 561,21
H	2 824,70

En application de l'article 2 de l'avenant n° 2 du 26 septembre 2007 à la convention collective nationale des ETAM du bâtiment du 12 juillet 2006, le salaire minimum conventionnel correspondant à la qualification de l'ETAM ayant conclu une convention de forfait jours est majoré de 15 %.

Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Marseille.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Celui-ci entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension.

Fait à Marseille, le 15 juillet 2015.

(Suivent les signatures.)